

apprenants à préserver leurs acquis. Plusieurs des livres qui sont disponibles dans ces bibliothèques sont d'ailleurs écrits par les membres de BGVS et de l'AIPSN et se veulent adaptés aux différentes caractéristiques locales.

Le travail des mouvements d'alphabétisation en Inde est des plus remarquables. Là où les gouvernements ont échoué, ils ont démontré que la mobilisation populaire était la clé. Grâce à eux, l'éducation des masses est devenue la prise en charge par ces masses de leur propre développement, par la compréhension de leurs problèmes.

1. Alternatives est un réseau d'action et de communication pour le développement international, né de l'union de trois organismes de solidarité internationale: le Centre d'études arabes pour le développement (CEAD), le Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud (CERAS) et le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA). Il travaille avec ses partenaires du tiers monde dans une même lutte pour le développement durable qui implique l'autonomie des mouvements populaires, la démocratisation de la société, une sensibilité au développement local, une place plus importante pour les femmes et pour les jeunes, la souci des exigences environnementales, la capacité de maîtriser et de transformer les nouvelles technologies dans un sens populaire. Dans le cadre de son programme jeunesse. Alternatives a permis à cinq jeunes de se rendre en Inde en novembre et décembre 1995 afin de leur permettre de comprendre la dynamique de ce pays et d'établir des liens de solidarité avec des hommes et des femmes actifs dans le développement de leurs communautés. Plus particulièrement, ils ont été à même de rencontrer les membres du mouvement d'alphabétisation indien. Une vidéo racontant leur expérience est d'ailleurs en production.

2. «Nous sommes en train d'éponger le plancher, maintenant nous voulons fermer le robinet.» (Traduction libre).

L'alphabétisation populaire comme stratégie dans la réconciliation nationale au

Rosalie Ndejuru

*Coordonnatrice du Centre de documentation sur l'éducation
des adultes et la condition féminine (CDEACF)*



Depuis les images de cauchemar qui nous ont été présentées sous tous les angles, le Rwanda est tombé dans l'oubli. Pourtant, des initiatives se prennent à la base : des femmes, confrontées aux problèmes de la vie quotidienne, s'organisent.

RWANDA

Contexte

D'avril à juillet 1994, tous les médias nous ont montré la barbarie du génocide perpétré au Rwanda dans ses moindres détails : les voisins s'entretenant à coups de machette, les pères tuant les enfants qu'ils avaient engendrés et aimés jusqu'à ce qu'on leur fasse croire qu'à cause de la mère, ils étaient d'une autre ethnie, et donc à exterminer.

Un million de personnes ont été massacrées en dix semaines, cent mille personnes par semaine, au vu et au su de tout le monde. Un million cinq cent mille personnes se sont réfugiées dans les pays limitrophes, la plupart prises en otage par les génocidaires nourris par l'aide internationale.

Situé en Afrique de l'Est avec une superficie de 26 338 km², le Rwanda, surnommé jadis le pays des mille collines, est devenu le pays des mille tortures : ravagé par la haine, par la destruction totale des infrastructures économiques et sociales, et de tous les liens familiaux.

C'est aussi un pays très pauvre en ressources matérielles. Après la tragédie, on a évalué sa population à 5 800 000 habitants dont 70% de sexe féminin.

Cinquante pour cent de ces femmes sont des veuves et des femmes violées lors du génocide. Le drame a coûté cher à toute la population rwandaise, mais les femmes ont payé le plus gros prix.

C'est dans ce contexte que plusieurs femmes ont mis sur pied des groupements pour tenter de recréer la vie. L'Association de solidarité des femmes rwandaises (ASOFERWA) est l'un d'eux. Fondée au lendemain du génocide, l'ASOFERWA est une association à but non lucratif vouée à la protection des veuves et des orphelins dans le processus de reconstruction nationale qu'a entrepris le Rwanda. Elle privilégie l'implication de ses membres (veuves, femmes violées, orphelins et prisonnières) dans la reconstruction socio-économique à entreprendre avec des volontaires résidentes du même quartier ou de la même localité.

But et objectifs

Les objectifs de l'ASOFERWA sont :

- promouvoir la réconciliation nationale;
- réhabiliter la culture rwandaise;
- secourir les femmes dans le besoin;
- réintégrer au plan socio-

économique les femmes vulnérables;

- assurer une assistance aux femmes violées;
- apprendre aux femmes à reconnaître leurs droits;
- aider les femmes à défendre leurs droits;
- assurer aux enfants orphelins ou non accompagnés une tutelle de leur choix.

Le but de l'Association est de reconstruire des communautés où chaque membre se sent intégré dans son milieu de vie, où les orphelins, les veuves et les femmes violées reçoivent de la part de la communauté et donnent aux autres membres de celle-ci tout le soutien dont ils ont besoin pour se refaire une vie saine.

L'ASOFERWA compte maintenant 127 groupes de 20 veuves chacun dans huit préfectures¹ du Rwanda, ainsi qu'un groupe de 230 jeunes filles et femmes incarcérées, des présumées coupables du génocide.

Comme les concernées doivent prendre leur groupe en charge, il leur faut des rudiments du code écrit, de la prise de parole et de la prise de décisions. C'est ici que l'alphabétisation populaire intervient.

L'alphabétisation

conscientisante et fonctionnelle

Cinquante-six pour cent des femmes rwandaises sont analphabètes (Les femmes dans le monde 1995, ONU, p.105). Dans les groupes membres de l'ASOFERWA, le taux d'analphabétisme dépasse ce pourcentage de loin, car l'alphabétisme n'est pas un critère d'adhésion à l'association. Cependant, dans chaque groupe, les formatrices et les animatrices doivent au moins maîtriser le code écrit, car il faut gérer les coopératives génératrices de revenu, distribuer les revenus, amorcer des projets, organiser l'animation sociale, culturelle, sportive et sanitaire. Il faut organiser et animer des ateliers d'alphabétisation et de création collective et rédiger les articles du bulletin «INKINGI» (qui signifie «le soutien») dans lequel les membres de la base partagent leurs expériences ainsi que leurs questionnements. Ces veuves s'interrogent sur les systèmes de valeurs, mais aussi sur les origines du génocide, de la pauvreté, de l'ignorance... Elles disent ne plus rien avoir à perdre mais tout à gagner. C'est pour cela qu'elles souhaitent la maîtrise totale de leur vie ainsi que des rouages de la vie en société qu'elles espèrent façonner à l'image de leurs aspirations dans un futur proche. Elles ont chacune en moyenne huit enfants, les leurs et des orphelins ou des enfants abandonnés. Il faut donner une explication à ces enfants et surtout leur prouver par des gestes concrets qu'ils ne vivront plus

des horreurs comme celles de ce génocide.

Outre les ateliers d'alphabétisation et les articles dans leur bulletin, les veuves écrivent et jouent des pièces de théâtre populaire et sensibilisent la société à leurs conditions de vie et aux transformations qu'elles envisagent d'opérer. Assistées par des associations professionnelles de femmes, comme dernièrement celles des femmes juristes, elles parviennent à arracher des droits comme le droit foncier qu'elles ont gagné de justesse avant la Quatrième Conférence mondiale des femmes en Chine. Les femmes ne jouissaient pas de ce droit auparavant.

Dans les ateliers d'alphabétisation et de création collective, le type de travail est diversifié : si on traite de la construction d'une maison, parce que les femmes doivent reconstruire sans aide leur maison, on va parler des dimensions, des outils, du matériel, des habiletés. Quelqu'un reprendra le tout dans la logique de la planification et de la réalisation, et ce document servira de guide. Si elles traitent des sentiments ou des émotions, elles vont les nommer, les décrire, les mettre en contexte. Les ateliers d'alpha servent en même temps de thérapie collective pour oser dire l'indicible. Les femmes sont contentes quand ce qu'elles disent se traduit en écrit et se fixe.

Elles exploitent également de petits commerces, pèsent les marchandises, décident des prix, effectuent des inventaires, distribuent le revenu, s'approvi-

sionnent chez des fournisseurs...

Elles négocient les soins médicaux pour une voisine dans le besoin, l'inscription d'un enfant dans une école ou un crédit chez un fournisseur... Elles apprennent à se reconnaître des compétences et des aptitudes pour aller plus loin et ne jurent que par Paolo Freire. Mais cette image projetée par les leaders des groupes d'ASOFERWA correspond davantage aux objectifs à atteindre qu'à la réalité. Car la majorité des membres, soit la base, n'a pas encore acquis la facilité de s'exprimer en public.

Conclusion

Hormis la pauvreté endémique au Rwanda et le faible taux de scolarisation (45% d'analphabétisme), ce pays a traversé près de 70 ans de colonisation/christianisation (1894-1962), suivis de 32 années de régime politique dictatorial (1962-1994) pour ensuite s'effondrer en deux mois de violents massacres (avril-juillet 1994). Les femmes portent tous ces fardeaux de l'oppression, elles doivent s'en défaire au mieux tout de suite, ou au pire graduellement. Elles ont identifié les moyens. Qui veut leur prêter main forte? Vous pouvez les rejoindre à l'adresse suivante :

ASOFERWA, B.P.565 Kigali.
Rwanda. Téléc : 011-250-73-985;
Tél.: 011-250-73-894)

1. Les préfectures sont les plus grosses unités administratives; il en existe onze au Rwanda. Elles sont elles-mêmes divisées en 145 communes subdivisées en 1497 secteurs.

